

## La République dans toute son exigence

Note présentée par Dominique Lévêque

12-11-2020

*« L'homme n'est esclave ni de sa race, ni de sa langue, ni de sa religion, ni du cours des fleuves, ni de la direction des chaînes de montagnes. Une grande agrégation d'hommes, saine d'esprit et chaude de cœur, crée une conscience morale qui s'appelle une nation. Tant que cette conscience morale prouve sa force par les sacrifices qu'exige l'abdication de l'individu au profit d'une communauté, elle est légitime, elle a le droit d'exister. Si des doutes s'élèvent sur ses frontières, consultez les populations disputées. Elles ont bien le droit d'avoir un avis dans la question. Voilà qui fera sourire les transcendants de la politique, ces infailibles qui passent leur vie à se tromper et qui, du haut de leurs principes supérieurs, prennent en pitié notre terre-à-terre. « Consulter les populations, fî donc ! quelle naïveté ! Voilà bien ces chétives idées françaises qui prétendent remplacer la diplomatie et la guerre par des moyens d'une simplicité enfantine. » — Attendons, Messieurs ; laissons passer le règne des transcendants ; sachons subir le dédain des forts. Peut-être, après bien des tâtonnements infructueux, reviendra-t-on à nos modestes solutions empiriques. Le moyen d'avoir raison dans l'avenir est, à certaines heures, de savoir se résigner à être démodé. »*

Ernest RENAN, *Qu'est-ce qu'une Nation ?*

(Conférence faite en Sorbonne en 1882)

*"Comme l'Homo sapiens est un mammifère plus, la république est la démocratie plus. Plus précieuse et plus précaire. Plus ingrate, plus gratifiante. La république, c'est la liberté, plus la raison. L'Etat de droit, plus la justice. La tolérance, plus la volonté."* : comme souvent, Régis Debray n'a pas seulement l'art de la formule, il a aussi celui de décrypter la complexité, d'exprimer de la nuance, de la clarté, du sens. Il y excelle dans ce texte fameux de 1995 « Etes-vous démocrate ou républicain ? » (in *Nouvel Observateur*) extrêmement roboratif et qui reste d'une totale actualité dans des temps où la République, comme la démocratie, est aujourd'hui mise à mal.

Quel est le constat ?

-La République est l'objet d'un gâchis qui pourrait tout emporter. On fait peu de cas d'elle.

On la néglige, on la raille, on la découpe, on la fragilise, on la soupçonne même parfois, quand on ne se dit pas que l'abolir, cela ne serait pas plus mal. Comme si tout pouvait devenir plus simple sans elle.

On a oublié que la République est un bloc car elle porte des exigences cohérentes entre elles. Les gauches (à l'exception peut-être de la gauche « radicale » côté LFI, mais qui l'a assaisonnée à sa façon, et encore peut-on en douter avec le confusionnisme idéologique qui s'est emparé d'elle depuis 2015) ont oublié Jaurès qui ne niait pas l'existence des nations, l'abandonnant par négligence ou lâcheté au RN. Jaurès, l'homme qui fit la synthèse entre le socialisme et l'idée républicaine qui n'est pas loin de sortir de notre histoire.

Elles ont oublié que la Nation, c'est une image d'Epinal, certes, une lanterne magique, mais c'est aussi et surtout un symbole, *le cri de Valmy*, en 1792 : « *le général Kellermann, chapeau brandi à la pointe du sabre, se dresse sur ses étriers, et de toute la force de sa voix crie : « Vive la nation ! »*. *Cri aussitôt repris par la masse des troupes rangées en bataille derrière le commandant en chef. En ce 20 septembre 1792, le cri de Valmy possède une valeur emblématique si puissante que Goethe, correspondant de guerre dans l'armée d'en face et témoin de l'incident, croit pouvoir dater de ce moment une nouvelle ère dans l'histoire du monde* » raconte l'universitaire philosophe, épistémologue Georges Gusdorf (1). L'étonnant, l'incroyable, c'est que ce cri ne fut suivi d'aucun affrontement, d'aucune bataille, si ce n'est quelques coups de canon, en réalité se résuma juste à une confrontation entre deux armées, l'une, faite de bric et de broc, refusant de céder la moindre once de terrain, l'autre, professionnelle, renonçant à le conquérir par la force des armes. L'envahisseur prussien escomptait que les troupes révolutionnaires françaises se débineraient au premier coup de feu, mais devant la résolution surréaliste de ces soldats improvisés, l'armée de Brunswick se retira sans insister. L'invocation de la « Nation » avait eu une efficacité magique. Elle devint du reste l'idée neuve en Europe. La Nation, une idée de gauche, qui appartient au patrimoine révolutionnaire, sans relever des idées des Lumières, s'est décomposée depuis. Qui est devenue un mot valise. Elle incarna pourtant aussi l'émancipation par l'école. Dans les années 1970, on la laissa presque pour morte.

Paradoxalement, le phénomène de la mondialisation a réactivé depuis la nation. Pas toujours dans le bon sens, comme si le vide politique, culturel qu'elle a généré dans le même temps avait déboussolé. Qui ne voit que la nation, ici ou là, régresse à l'ethnie, à la tribu, à l'irréductibilité religieuse ? Comment faire vivre une idée quand celle-ci a été autant mal servie, autant travestie dans le monde ?

La gauche française, du temps où elle se conjugait au singulier, même dans une configuration plurielle, comme gênée aux entournures, a préférée y renoncer, par paresse, par manque de courage, par manque de confiance en elle-même... Comme elle a, sinon renoncé, du moins remis à ce qui conditionne l'existence même d'une société politique : la liberté comme projet, tandis que la droite l'a abandonné en rase campagne comme tradition. La reléguant au rang des vieilleries, quand ce n'est pas des dangers. Préférant s'autoriser tous les sacrilèges, se refusant à concéder aucun sacrifice.

On a raison de rappeler que la République commence en France avant la République. Jaurès l'avait bien compris pour qui c'est parce que la France est devenue une nation qu'elle a pu devenir une République et proclamer la souveraineté populaire et la souveraineté nationale. « *Un peu d'internationalisme éloigne de la patrie. Beaucoup y ramène.* » ajoute-t-il. Cette vision qu'il exprime dans *l'Histoire socialiste de la Révolution française*, est évidemment bien plus profonde, et « les républicains des deux rives » seraient bien inspirés de ne pas s'arrêter à le citer, mais à relire ou à lire cet ouvrage fondamental, à réfléchir, pour arrêter d'hystériser inutilement le débat pour au final ne réussir qu'à le rendre stérile, à agréger des haines, à susciter les surenchères mortifères qui ne feront que préparer le terrain pour les forces qui ne songent qu'à congédier la République. Le pire est toujours sûr sur ce registre et le risque de troubles, voire de guerre civile ne sont pas à écarter a priori dans ces temps dystopiques que nous traversons.

La nation ne se confond pas avec le nationalisme ; en même temps, elle n'est ni au-dessus de la discussion, ni en dessous. L'enjeu actuel pour la République et ses défenseurs n'a pas changé :

« la République, c'est le droit de tout homme quelle que soit sa croyance religieuse, à avoir sa part de souveraineté ».

### *Réfléchir à ce que pourrait être au XXI<sup>e</sup> siècle une République de citoyens, une République d'égaux*

Nous devrions plutôt réfléchir à ce que pourrait être, au XXI<sup>e</sup> siècle, une République de citoyens, une république d'égaux. Une République suffisamment forte qui n'ait pas besoin de sous-traiter aux religions l'expression des citoyens ou même l'administration du sacré qui ne se réduit pas au divin (sic !). Qui se pose la question au fond de comment faire coexister des sacralités différentes ? Jusqu'à celle de comment empêcher *la guerre de tous contre tous* ? Le projet de loi contre les « séparatismes » actuellement à l'étude semble vouloir proposer des outils utiles pour faire en sorte que dans notre pays et à l'école notamment, les valeurs républicaines et la laïcité soient respectées au profit de tous. La démarche du ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer qui consiste à désigner des référents laïcité paraît positive et commence à porter ses fruits, même si elle cache le déficit de formation à la laïcité des enseignants. Il y a cependant des signalements qui permettent dorénavant, au quotidien, de combattre un certain nombre de faits : des injures, des manifestations tout à fait insupportables comme par exemple les appels à la décapitation de tel ou tel professeur. C'est le fait certes d'une toute petite minorité, mais dont le discours, démultiplié grâce aux « réseaux sociaux » est susceptible d'influencer quelques milliers d'élèves sur les douze millions et demi d'élèves. Quelques milliers, c'est déjà beaucoup trop.

Il y a 114 ans, le 9 décembre 1905, le Président de la République Émile Loubet promulguait l'une des lois les plus importantes jamais votées par le Parlement depuis la première Déclaration des Droits de l'homme, la loi de Séparation des Églises et de l'État. Instituant par là-même le cadre de notre vie commune. La laïcité est devenue en France un principe de la République qui assure la liberté de chacun et la protège, qui permet à chacun d'adhérer à telle ou telle option spirituelle, de croire en ce qu'il veut ou de ne pas croire. Souvent caricaturée dans le monde anglo-saxon qui y va régulièrement de son antienne, elle est devenue l'objet d'une campagne de dénigrement sans fin dont l'interdiction du port de signes religieux ostentatoires a fourni le prétexte pour relancer les enchères, le *New York Times* s'en faisant la tête de pont, mais aussi dans la très catholique Pologne, contre ce qui est jugé comme une dérive discriminatoire, liberticide de la France. Il y a surtout beaucoup de confusions à son sujet, ici même dans le pays de la Révolution française. La laïcité n'a pas à voir avec la tolérance, elle a à voir avec un principe de non-confessionnalité, un principe de droit politique. Elle n'est pas un système de contrôle de la religion par l'État, elle est un système de séparation des Églises et de l'État. Elle protège la liberté de consciences et la conjugue avec l'égalité des droits des individus citoyens. Elle aide la République à se fonder sur la visée de l'intérêt général, du bien commun à tous. Elle s'attache à préserver l'État et les institutions de la vie sociale, pour le moins, de la tutelle religieuse. Et à ne jamais revenir à quelque régime de religiosité que ce soit, comme ce fut le cas historiquement sous l'Ancien régime avec un "régime de catholicité". Il s'agit ni plus ni moins que de maintenir les conditions qui préservent l'État de l'emprise de la religion mais aussi d'empêcher qu'une partie religieuse de la société puisse asservir le reste de la société. Elle n'est pas une « religion » d'État, « *la laïcité bien comprise, n'a pas pour but*, comme le note le politologue Philippe Raynaud, auteur de "Laïcité, histoire d'une singularité française",

*d'éradiquer la religion des consciences* ». Elle n'est pas un texte sacré, mais une loi principielle. Sa vocation n'est pas d'être révisée à tout bout de champ. Même si elle est susceptible d'être quelque peu changée - après tout elle l'a déjà été depuis 1905 - pour s'adapter au temps présent si nécessaire. Mais, pour paraphraser Montesquieu, si tel devait être le cas, il ne faudrait y toucher que d'une main tremblante ! Quoi qu'il en soit, elle n'a nulle besoin d'être instrumentalisée, comme on le voit depuis près de sept ans, ni par quelques-uns de ses partisans déclarés ni par ses adversaires déclarés ou masqués. Elle n'a surtout aucunement besoin que l'on bêtifie à son sujet. Elle n'exige en rien à ce que la République demande aux croyants d'être « modérés », pas plus qu'elle ne consent à ce que la laïcité soit modérée, ce qui n'aurait pas de sens. La République laïque ne promeut aucun particularisme spirituel, pas plus que culturel, encore moins contre un autre, elle est mue par le seul souci d'émanciper le droit de l'emprise de tout particularisme. En 2020, fondamentalement, elle reste plus que jamais, selon le mot de Jean Macé, le fondateur de la Ligue de l'Enseignement, « le combat contre l'ignorance ».

A l'heure de son anniversaire, la laïcité n'a pas besoin d'être adjectivée pour être comprise ou pour être de son temps. Elle a surtout besoin, aujourd'hui comme hier - un peu plus aujourd'hui qu'hier ? - que ses principes soient juste réellement inscrits dans la réalité et qu'on les fasse vivre. On, c'est-à-dire, l'Etat, les acteurs politiques et sociaux, et nous toutes et tous qui sommes les citoyens. Pour faire vivre la République dans toute son exigence, loin de toute abstraction, une République qui ne peut pas se réduire à des discours d'autorité et d'ordre, surtout en période de déréliction sociale. Une République qui ne mérite pas seulement d'être défendue contre ses adversaires de tous poils et contre les attaques dont elle fait l'objet, mais aussi promue comme cadre que les Français se sont historiquement choisis pour traiter les tensions, les contradictions et les conflits.

Une République qui serait dans le même temps avisée de rénover sinon de changer ses institutions pour en finir avec cet effet structurel de la vie politique française qu'est le RN, rendu possible grâce à la constitution de la V<sup>e</sup> république en ce qu'elle permet à une minorité de gouverner l'ensemble de la population. Une République, enfin, qui ne doit pas douter d'elle-même en renonçant à penser l'universalisable. Pourquoi faudrait-il renoncer à l'universel pour penser le multiculturel ?

**La crise sanitaire réfrigère la normalité du fonctionnement des institutions de la république et du débat délibératif, anesthésie toute velléité d'imaginer de nouveaux modes d'expression et d'élaboration collective pendant que l'écologisation de la société, même si cette dernière apparaît assez peu réactive en réalité face au dérèglement climatique alerte paradoxalement sur l'écueil d'un risque de dépolitisation de l'enjeu écologique.**

Le combat contre « l'exploitation de l'homme par l'homme » est en passe d'être éclipsé au profit de celui de « l'exploitation de la nature par l'homme ». Le "mouvement " des Gilets jaunes a pourtant montré de nouveau, pour qui en doutait, que justice sociale et justice climatique étaient liées, tandis les intérêts de l'industrie fossile comme des bénéficiaires du productivisme, semblent dessiner de nouveaux clivages entre « terrestres » et « horssols » tels que théorisés par Bruno Latour. Alors que l'on a plus que jamais besoin d'un ou de plusieurs projets de société, de projets politiques qui mobilisent notre imaginaire et qui soient praticables à court et moyen terme. Se ré-intéresser à la politique Il n'y a pas que la relance économique qui devrait nous mobiliser, mais aussi la relance politique. Cela fait plus de vingt ans que l'on dit qu'il faut réhabiliter la politique, les populations, dans le climat de confusion et de rabattage de cartes actuel, ont une opportunité de se la réapproprier. Plus pleinement. Y compris en France. Après tout, nous ne sommes pas condamnés à revivre indéfiniment la fin

cauchemardesque du quinquennat Hollande ou la même alternative que lors de l'élection de 2017 marquée par la promesse d'un dépassement des clivages politiques traditionnels mais surtout par une raréfaction de l'offre politique et des scores électoraux qui n'illustrent pas vraiment la vitalité de notre démocratie. Il faut aussi convenir que les hommes politiques n'aident pas toujours à ce qu'elle soit réhabilitée, quand certains la corrompent par leur attitude ou la pollue de débats foireux. Quand ils confondent l'art de la controverse, le plaisir de la polémique, avec les tyrannies de la vertu, la propagande ou les querelles inutiles et confusionnistes.

### *L'ensauvagement du monde*

Ainsi la dernière en date débütée en septembre dernier au sujet de « l'ensauvagement » des sociétés. Si au PRé, nous n'avons jamais parlé d'ensauvagement à propos de notre société, il n'est pas sûr que nous n'en n'ayons jamais parlé au sujet du monde. Et pour cause ! Il suffit de regarder comment va la monde, de compulsuer les états du monde édités ici et là, les rapports de l'ONU et des ONG pour s'en convaincre s'il en était nécessaire. Ce qu'il y a d'assez dingos, c'est de voir combien l'usage de certains mots peut enflammer certains observateurs jusqu'aux femmes et hommes politiques. Et comment, pour interdire ne serait-ce qu'une évocation, pour disqualifier son usager, d'aucuns se dépêchent de dire que le mot appartiendrait au seul vocabulaire de l'extrême droite. Ce qui est faux. Il est utilisé par la rhétorique du RN depuis 2013. C'est vrai. Il est même indirectement utilisé par certains écologistes dans le sens très différent de « ré-ensauvagement ». Il recouvre diverses réalités, ce qui n'est pas moins vrai.

Y compris selon qu'elles s'inscrivent dans le champ, historique ou le champ politique. Le mot remonterait au XI<sup>e</sup> siècle. Il est employé par Aimé Césaire pour signifier que le nazisme a été le produit de l'ensauvagement de l'Europe. Il reste que celui-là divise jusqu'au sein de la majorité présidentielle et traduit, quoi que l'on pense de son usage, les inquiétudes de la société. Cette notion nourrit, plus près de nous des réflexions sur l'avenir. Ainsi la philosophe Thérèse Delpech publie en 2005 *L'Ensauvagement : Le retour de la barbarie au XXI<sup>e</sup> siècle*, en se posant la question de l'inventivité des horreurs dont le monde contemporain et son lot d'idéologies radicales est capable. C'est dire si la pression lexicale est forte. La droite reproche à la gauche institutionnelle de minimiser la montée de la violence dans notre société tandis que la gauche partisane ou plutôt les gauches reprochent à la droite exactement le contraire, ne cherchant pas à comprendre, mais dans un élan très paresseux cherchant des excuses. On pourrait penser qu'il suffirait de s'en remettre aux chiffres pour savoir de quoi l'on parle et comment l'on en parle. Mais les chiffres sont extraordinairement variés, dépendant des méthodologies employées, de la façon de collecter les informations, de sorte qu'entre ceux qui nous amènent à relativiser considérant la multitude et l'hétérogénéité des paramètres, et ceux qui nous enjoignent à ouvrir les yeux, on ne sait plus à quel saint se vouer. Sachant aussi qu'une chose est de ne regarder que l'évolution des violences enregistrées par les forces de l'ordre, une autre est de s'intéresser, sur le temps long, aux enquêtes de victimation (consistant à interroger des échantillons représentatifs de la population, en leur demandant notamment s'ils ont été victimes d'une infraction au cours de l'année ou des années écoulées). Il y a aussi que ces trente dernières années il y a plus de plaintes, compte tenu des encouragements des pouvoirs publics et de la formation dispensée aux policiers, donc plus d'enregistrements, donc plus de violences comptabilisées. Les statisticiens de l'INSEE relèvent au sujet des faits violents « *une forte augmentation, surtout depuis 1988* », mais précisent : « *Cette accélération peut venir en partie*

*d'un enregistrement statistique plus systématique (en particulier pour les agressions sexuelles).*» Sans doute faudrait-il, sans forcément chercher à les opposer, confronter les chiffres enregistrés par la police et ceux issus des enquêtes de victimation pour avoir une idée la plus proche possible des faits. Ce qui est navrant, c'est que le PS après avoir entamé sa petite révolution sur les questions de sécurité à la fin des années 1990 (qu'il jugeait jusqu'alors comme étant un thème de droite), grâce à des Gilbert Bonnemaïson et autres Bruno le Roux, ait choisi de retourner, par facilité, dans leurs errements passés. Et ce qui est le plus désolant, c'est de voir combien on est incapable d'admettre l'idée que certes les gens ne sont pas tous et tous les jours victimes ou témoins de violences, mais qu'en revanche tous les jours, ils sont nombreux à éprouver la brutalisation des rapports sociaux, des rapports humains, des rapports interpersonnels, dans la rue, sur la chaussée, dans les transports en commun, dans les hôpitaux, les centres de santé, les lieux publics, chez le boulanger et le boucher, dans tous les magasins qui vont bien au-delà des incivilités qui sont à la hausse, et se traduisant par des rudoïements, des insultes, des infamies de toute sorte, des bousculades, des gifles, des coups. Il n'est pas autre part « l'ensauvagement », la décivilisation dont il est question. Pourquoi le dénier ?

Le phénomène est en train de devenir inter-classiste. Même les gens les mieux "éduqués", ou les plus maîtres de leurs nerfs, il peut leur arriver de grincer, voire de montrer les dents, de se crier dessus comme des chartiers. Ces faits vont bien au-delà des simples faits-divers, et sont d'une toute autre ampleur que ceux relatés par la presse nationale. Ils ne s'arrêtent pas à ceux de l'été, à cette gendarme fauchée mortellement en juillet dernier dans le Lot et Garonne, à ce chauffeur de bus tabassé mortellement au Pays Basque, à ce sapeur-pompier blés par balle en Essonne, à cet homme muni d'un sabre et d'un fusil qui s'est dirigé en Seine Saint Denis vers l'église de la ville, menaçant au passage les passants et criant « Allahu akbar », à cette jeune femme traînée au sol mortellement sur plusieurs centaines de mètres dans le Rhône, à ce policier tué au cours d'une intervention dans la Sarthe, à ces scènes de violence et de pillages sur les Champs Elysées, etc. Il n'y a pas jusque dans le partage de l'espace public, où les chaussées, les trottoirs ne deviennent pas le théâtre d'agressivité redoublée entre autos, vélos, scooters, trottinettes et planches à roulettes ! La sécurité devrait être considérée comme un bien - comme le premier des droits ? - mais en veillant à ce que l'extension de la logique de la vigilance en œuvre dans le monde depuis les années 2000 ne produise pas des citoyens méfiants de tout, hostiles et intolérants et possiblement anti-démocratiques.

Car l'autre enjeu est celui-ci : le paradigme sécuritaire ne doit pas être recherché pour lui-même. Le risque est grand, y compris en France, que le rétablissement de la sécurité ne devienne la finalité essentielle des programmes politiques en 2022, encore plus que d'habitude. Il est assez déroutant de la même façon de voir la droite parlementaire continuer à courir après l'extrême droite sur les questions d'insécurité, comme de voir les gauches continuer de marcher sur la tête, régresser sur le sujet au mépris des préoccupations populaires de celles et ceux les plus en proie précisément à la violence et aux insécurités de toutes sortes. Sans compter que chemin faisant, elles se fourvoient en nous faisant passer leur posture antisécuritaire pour leur refus du fascisme auquel conduirait fatalement tout renforcement des mesures de protection, des pouvoirs de police et de justice, alors même que c'est le contraire : la dégradation continue de la sécurité des personnes, la multiplication des « territoires perdus de la république », « l'archipellisation de la France » (cf. Jérôme Fourquet), l'absence de mesures de protection et de réparation, l'impuissance de l'Etat érigé comme nouveau modèle constituent le véritable ensauvagement qui nous mine tous et qui pourrait nous conduire illico presto vers des régimes autoritaires.

## *L'âge du capitalisme de surveillance*

Les citoyens eux-mêmes vitupèrent de temps à autre leurs représentants, le gouvernement ou le Président, mais que sont-ils prêts à faire pour s'occuper des affaires de la cité ? On sait que les modes d'engagements ont évolué, les gens ne s'investissent pas forcément moins, mais à la carte, ponctuellement, surtout chez les jeunes générations. Mais il est vrai aussi qu'en France, on ne part pas avec des atouts : le taux d'implication dans la vie politique et la vie sociale reste très faible. Les indicateurs - qui ne mesurent certes que le taux de politisation et de syndicalisation - ne permettent cependant pas de penser qu'une amélioration est en cours. Les sujets ne manquent pas pourtant, celui de « la faim du mois », comme celui de « la fin du monde » ou de l'humanité, qui devrait pousser à la politisation. Egalement aussi celui de notre dépendance aux affres de ce capitalisme de plateforme en train de puissamment émerger en dévorant l'ancien capitalisme, en suscitant de surcroît la désagréable impression d'être aussi un capitalisme de surveillance avec son appétence qui semble sans fin à collationner les innombrables données personnelles des individus, au motif de faire le bonheur des consommateurs, quitte à le faire malgré eux. Le phénomène n'est certes pas nouveau, datable avec l'émergence de la préoccupation sécuritaire des États-Unis au début du XXIème siècle et la mise en place d'une collaboration étroite à la fin des années 90 entre les grandes entreprises du numérique et le gouvernement américain, pour mieux renseigner les agences gouvernementales. Les agences du renseignement américain avaient déjà compris l'importance de maîtriser les nouvelles technologies de la Silicon Valley. En 1997, le patron de la CIA Georges Tenet déclarait ainsi que « *la CIA a besoin de nager dans la Valley* ». Il joignit le geste à la parole et en 1999, s'ouvrit dans la Valley un fonds d'investissement financé par la CIA, In-Q-Tel (« Q » en clin d'oeil à l'inventeur des technologies fournies à James Bond dans les films cinématographiques), dont l'objet est d'héberger et de développer des technologies de pointe et nouait ainsi une alliance inédite avec les start-up. Le fonds d'investissement fut relancé après les attentats du 11 septembre 2001 et contribua à créer notamment Google Earth (devenue Google Maps), via l'acquisition initiale de Keyhole en 2004, une entreprise de cartographie satellite dont il était l'actionnaire de référence, par Google et l'expert du Big Data Palantir (du nom d'une pierre magique en forme de boule de cristal qui permet à son détenteur de voir à travers l'espace et le temps et de dialoguer avec un autre utilisateur). C'est ce dernier qui a permis à la communauté du renseignement américain de loger Ben Laden et qui fournit en même temps ses services aux banques de Wall Street pour l'analyse de leurs données. La CIA identifie des problèmes et In-Q-Tel, les technologies pour y répondre en investissant dans des start-up privées. L'effet de levier est assez puissant, puisque pour 1 dollar apporté par les fonds publics 15 dollars sont co-investis par des fonds privés dans les tours de table de ces start-up. C'est ainsi qu'In-Q-Tel investirait en moyenne chaque année de l'ordre de la centaine de millions de dollars, selon des estimations, ce qui laisse entrevoir les capacités investies par les États-Unis dans les nouvelles technologies de défense.

On comptait en 2016 plus de 200 start-up, allant de la détection chimique à la cybersécurité, aux technologies optiques et imageries, et à l'intelligence artificielle, dont le capital s'est ouvert à In-Q-Tel. Aujourd'hui, on peut sans doute estimer que leur nombre a crû sans que l'on ait une vision d'ensemble du dispositif. Inutile de préciser que le modèle d'In-Q-Tel est envié de ce côté-ci de l'Atlantique... Ce qui nous intéresse ici dans cette politique américaine, c'est pas tant qu'elle puisse être dupliquée en Europe, ou que l'Europe se mette d'un certain point de vue dans la main de États-Unis en recourant exclusivement à leurs technologies, c'est plutôt que

partant du cas de Google Maps qui fait écho aux travaux de Mariana Mazzucato, le rôle critique de l'État pour l'innovation technologique est interrogé. Il montre une facette de la mutation du capitalisme contemporain : comment la commande publique et le financement des entreprises répondent aux problèmes auxquels l'Etat fédéral est confronté et comment ils accélèrent les grands cycles d'innovation dans le secteur privé, bien plus que les politiques d'allègement fiscale et budgétaire. Il montre dans le même temps que la guerre contre le terrorisme depuis le 11 septembre s'est traduite par une obsession de l'information totale qui a permis aux starts-up de se développer sans contrainte. *L'âge du capitalisme de surveillance* de Shoshana Zuboff publié en France en 2020 est assez édifiant de ce point de vue, qui évoque combien en à peine deux décennies le numérique s'est imposé. Sociologue, professeure émérite à la Harvard Business School, Shoshana Zuboff avait déjà exploré en 2013, dans un article paru dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, la notion de « capitalisme de surveillance » qu'elle développe dans son livre récemment traduit en français. Assistons-nous à une rupture dans l'histoire du capitalisme? Ce qui est sûr, c'est que l'économie numérique, l'industrie et le commerce numériques prospèrent en collectant un maximum de nos données personnelles, en analysant nos habitudes de consommation et en les revendant, souvent aux enchères, aux annonceurs publicitaires pour qui ces informations sur le comportement de consommation des utilisateurs est du pain béni. Non seulement, ils s'en mettent plein les fouilles en extorquant nos données personnelles souvent à notre insu, sans notre consentement formalisé (notre vie entièrement consultable et pillable via les moteurs recherche) qu'ils se contentent de ramasser (sans que nous en tirions un seul penny !), mais ils vont plus loin encore : pour s'assurer une maximisation des profits, ils ne se contentent plus de prédire notre consommation, mais ils s'ingénient à la guider, voire à la créer. Ils s'ingénient à façonner des individus prévisibles, au mépris des singularités humaines. La tentation est grande qui est déjà là de modifier directement les conduites humaines pour tout marchandiser.

Le capitalisme de surveillance apparaît dès lors comme un « *nouvel ordre économique qui revendique l'expérience humaine comme matière première gratuite à des fins de pratiques commerciales dissimulées d'extraction, de prédiction et de vente* », ce qui constitue un « *renversement de la souveraineté du peuple* » poursuit-elle, en le dépossédant de certains droits démocratiques essentiels. Il menace autant notre libre arbitre que la démocratie elle-même. L'élection présidentielle américaine de 2016 et l'affaire « Cambridge Analytica » dont une enquête du *Guardian* et du *New York Times* a révélé l'ampleur de l'utilisation et de l'exploitation secrète des données collectées sur Facebook par ce spécialiste du big data financé par un proche de Donald Trump (Robert Mercer), dans le cadre du processus électoral, est de ce point de vue assez illustratif, mettant à mal de façon spectaculaire la confidentialité de plus de 50 millions d'utilisateurs. « *Les nouveaux instruments internationaux de modification comportementale inaugurent une ère réactionnaire où le capital est autonome et les individus hétéronomes ; la possibilité même d'un épanouissement démocratique et humain exigerait le contraire. Ce sinistre paradoxe est au cœur du capitalisme de surveillance : une économie d'un nouveau genre qui nous réinvente au prisme de son propre pouvoir. Quel est ce nouveau pouvoir et comment transforme-t-il la nature humaine au nom de ses certitudes lucratives ?* » ajoute Shoshana Zuboff qui analyse précisément les rouages du rapt colossal sur lequel est fondée en réalité l'économie des Gafam, la capture des données d'utilisateurs comme base du modèle économique, tout en mettant au jour des processus historiques bien réels. Un phénomène qui a profité de la brèche ouverte par les attentats du 11 Septembre, qui a assuré une surpuissance à ces Gafam, en instituant la primauté de la sécurité sur la liberté, et en permettant une pénétration de l'administration présidentielle pour prévenir toute initiative, tout projet législatif qui eut pu

leur être défavorable. L'enquête de Shoshana Zuboff est également intéressante au plan intellectuel, philosophique même, en ce qu'elle réinterroge les théories qui alimentent l'idéologie du capitalisme de surveillance : ainsi le béhaviorisme, le comportementalisme du psychologue américain Burrhus Frédéric. Skinner (1904-1990), le père, entre autres, du concept de « conditionnement opérant » ainsi que de la « boîte de Skinner » permettant d'expérimenter le conditionnement. Elle invente la notion de « Big Other » (par association d'idée au « Big Brother » de George Orwell) pour désigner selon elle le vaste « dispositif numérique ubiquitaire » qui, par le truchement d'ordinateurs, tablettes, smartphones et autres objets connectés, et au nom de ce que l'on ne peut pas refuser le « progrès » technologique, travaille à rendre la société entièrement fluide, et plus certaine.

Plus contrôlable ? *« L'économie de surveillance repose sur un principe de subordination et de hiérarchie. L'ancienne réciprocité entre les entreprises et les utilisateurs s'efface derrière le projet consistant à extraire une plus-value de nos agissements à des fins conçues par d'autres — vendre de la publicité. Nous ne sommes plus les sujets de la réalisation de la valeur. Nous ne sommes pas non plus, comme d'aucuns l'ont affirmé, le « produit » que vend Google. Nous sommes les objets dont la matière est extraite, expropriée, puis injectée dans les usines d'intelligence artificielle de Google qui fabriquent les produits prédictifs vendus aux clients réels : les entreprises qui paient pour jouer sur les nouveaux marchés comportementaux. »* (4)

### *L'enjeu aujourd'hui n'est pas de prédire l'avenir, mais de politiser la collapsologie et le progressisme*

Bien, mais une fois que l'on dit cela, que constate-t-on ? Qu'il n'y a qu'une infime minorité à s'en émouvoir et que la majorité s'en accommode. La force des habitudes. On se plaint - non sans raison - de la professionnalisation de la politique, des postures et des rapports de force routinisés, mais on ne se donne pas les moyens que ça change.

Ce qui nous manque, c'est donc bien la politique, l'action politique au sens noble capable de faire réfléchir, d'élaborer des solutions, des stratégies, d'allier le réel à l'idéal (Jaurès dirait « aller à l'idéal et comprendre le réel ») et de pousser à l'action. Ce qui nous manque, c'est la confiance dans la société, dans les institutions, dans nous-mêmes, comme si les deux grandes guerres, la fin de la civilisation européenne, la Shoah, et aujourd'hui les dislocations internes au monde avaient détruit tout influx en nous, toute foi en la liberté, en notre capacité à produire du beau, du sens, de la littérature, des arts, de la justice, du commun, c'est-à-dire au bout du compte un monde pour tous, habitable par tous.

Quand on regarde notre République, le chagrin nous envahit jour après jour : elle va finir par n'avoir plus que les apparences moralisatrices de la vertu, ce qui est tout le contraire de la vertu. Le courage semble l'avoir abandonnée. Le courage, par quoi *« tout commence. Tout, c'est-à-dire l'ensemble des actions humaines et, en l'occurrence, les vertus. Avant le courage tout n'est que spéculation. Le courage est ainsi le passage du seuil du réel, l'aventure, ce qui nous introduit dans la vie »* si l'on veut bien se souvenir de la première vertu étudiée par le philosophe Vladimir Yankélévitch. L'excellent François Sureau, avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, romancier et nouvellement académicien, ajoute : *« La vertu républicaine exige peut-être moins de transparence. Pour favoriser un bon gouvernement, la vertu républicaine exige peut-être une meilleure distinction entre l'espace public et l'espace intime. Il se passe tout l'inverse et nous vivons une époque profondément kitsch. Nous ne cessons de mettre en scène*

*le remplacement de la vertu par la morale. On n'a jamais autant sermonné que depuis que les églises sont vides. La république ne se fonde plus sur sa valeur cardinale qu'est la vertu au sens de Montesquieu, cet ensemble de dispositions permettant de faire coïncider un système de gouvernement à ses fins. Si c'est le secret, c'est le secret ; si c'est l'amnistie, c'est l'amnistie. Or la notion prééminente de bien public a disparu. Une autre chose nous manque dans notre époque d'immédiateté, c'est la permanence des grandeurs antérieures. Tocqueville explique pourtant que le système démocratique, pour ne pas aboutir à la tyrannie de la majorité et à l'infusion de la règle de l'égalité dans des domaines où elle n'a que faire, par exemple le domaine intellectuel, doit continuer d'incorporer en lui des éléments antérieurs à l'avènement de la démocratie » (5).*

Ce qui nous manque aussi, c'est la compréhension du temps long, l'acceptation de l'idée que pour mener à bien la transition écologique & énergétique, accompagner les mutations du travail, réfléchir au sens que nous voulons donner à nos vies, amorcer une démocratie plus continue, nous avons besoin de penser rationnellement et stratégiquement sur le long terme et pas uniquement les yeux rivés sur les indices court-termistes des marchés financiers. On songe à un ministère du long terme, un Commissariat au Plan réellement réactivé ou encore une « agence du long terme »... L'enjeu aujourd'hui n'est pas de prédire l'avenir qui reste un exercice toujours périlleux, mais ne passe-t-il pas par la politisation de la collapsologie et du progressisme, par la politisation du coût à payer à l'effondrissement et au progrès ? Et si les luttes politiques avaient encore leur rôle à jouer ?

Au PRé, nous restons lucides, mais confiants. Après tout, chaque épreuve dans l'histoire porte en elle-même une porte de sortie pour devenir meilleurs, plus civilisés. La 1<sup>ère</sup> guerre mondiale a été marquée par la notion d'émancipation, et singulièrement celle des femmes, ouvrant un peu plus la voie vers l'égalité réelle entre les hommes et les femmes, renouant ainsi avec l'idéal d'Olympe de Gouges en faveur d'une égalité légale, politique et sociale en 1791, la 2<sup>ème</sup> a vu, après la suppression de l'incapacité civile des femmes en 1938, la reconnaissance du droit de vote et d'éligibilité des femmes en 1944 et sa constitutionnalisation en 1946 ; la reconnaissance des droits sociaux pour les salariés et le renforcement de la démocratie sociale avec notamment en 1945 la création de la sécurité sociale et, en 1948, celle du régime étudiant de sécurité sociale pour promouvoir l'autonomie sociale des étudiants.

Encore faut-il ne pas se bercer d'illusions, se laisser subvertir par des discours trompeurs ou convenus et regarder le réel, la vérité du monde en face.

- (1) « Le cri de Valmy », art de Georges Gusdorf (1912-2000) in revue *Communications*, 1987, dans un numéro thématique sur « Eléments pour une théorie de la nation »)
- (2) *L'Ensaucagement : Le retour de la barbarie au XXI<sup>e</sup> siècle*, Thérèse Delpech (Grasset/Fasquelle, 2005)
- (3) *L'âge du capitalisme de surveillance*, Shoshana Zuboff (New York, 2019, Paris, Zulma Essais, 2020)
- (4) « *Un capitalisme de surveillance* », Shoshana Zuboff, *Le Monde diplomatique*, janvier 2019
- (5) François Sureau, avocat, écrivain, membre de l'Académie française dans un entretien à la *Revue des Deux Mondes*, sept 2020 J'en profite pour signaler deux livres du même auteur *Sans la liberté*, (Gallimard, coll. « Tract », 2019) et *L'Or du temps* (Gallimard, 2020)